



Pour une gestion responsable de l'eau !

Réginald Harvey
Journaliste indépendant

**La rivière Batiscan
en Mauricie est
l'une des rivières
sur lesquelles la
construction d'un
petit barrage
est prévue.**

Les projets d'exportation de l'eau

La Coalition s'est aussi attaquée au dossier de l'exportation massive de l'eau québécoise par voie de conteneurs ou de navires citernes. « Ces projets compromettent complètement la souveraineté des gouvernements canadien et québécois sur leurs eaux. On se place dans une position extrêmement fragile à partir du moment où on exporte nos eaux et on risque alors de perdre le contrôle sur la gestion de cette ressource », explique-t-elle.

Eau Secours s'est vivement opposée à la mise en œuvre d'un tel projet. « Nous sommes intervenus auprès des pouvoirs publics pour souligner l'urgence d'un moratoire afin d'éviter l'exportation. Nous les avons incités à examiner de très près les clauses de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Nous les avons surtout invités à exclure dans l'avenir toute la question de l'eau des accords commerciaux, notamment de ceux de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) », ajoute-t-elle à ce sujet.

Seulement 1 % de l'ensemble du territoire québécois est peuplé. Pour le reste, de Montréal au sud jusqu'à Ivujivik au nord, le Québec est vert de nature et bleu d'eau. Élément essentiel pour la survie de l'espèce humaine, l'eau est aussi au Québec source d'énergie de première ligne. Mais, depuis quelque temps, elle cause des remous sociaux et politiques, qui ont donné naissance à la Coalition québécoise *Eau Secours ! pour une gestion responsable de l'eau*.

Louise Vandelac est la présidente de ce mouvement ; elle est aussi professeure titulaire à l'Institut des sciences de l'environnement et au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). L'histoire de la Coalition a commencé avec celle de la privatisation de l'eau en 1997. Elle raconte : « L'indignation d'une partie de la population montréalaise devant le projet imminent de privatisation des réseaux d'eau de Montréal a servi d'élément déclencheur. Il semblait alors

inouï qu'on fasse cadeau de cette ressource à des multinationales et qu'on oblige une partie de la population à vivre au compte-gouttes, puisqu'à moyen ou long terme cette opération signifiait la tarification ; tout cela dans une ville où le tiers de la population se retrouve sous le seuil de la pauvreté et qui dispose des meilleures eaux au monde en matière de qualité et de prix ». Il s'est donc agi du premier cheval de bataille qu'a enfourché la Coalition.



Barrage aux barrages

À titre de présidente de la Coalition, Louise Vandelac dirige aujourd'hui un vaste mouvement d'opposition contre la construction par le secteur privé de petites centrales hydroélectriques de 50 mégawatts et moins. « En fait, il y a deux projets plus inadaptés et plus inadéquats l'un que l'autre, qui sont ceux d'une centrale au gaz et de ces barrages privés. C'est tout à fait incroyable que le gouvernement propose un tel projet avant même d'annoncer sa politique de l'eau, qui est attendue depuis plus de 30 ans, et risque ainsi de compromettre celle-ci en exacerbant toutes les tensions sur le terrain », s'indigne-t-elle.

Madame Vandelac dénonce en ces termes une pareille entreprise : « C'est un projet qui est à la fois inutile en matière énergétique et qui a des coûts environnementaux et économiques largement plus négatifs que ce qu'on prétend y gagner. Entre autres, cela compromet une bonne partie des activités de l'industrie récréotouristique qui connaît actuellement un développement à l'échelle du monde de plus de 10 % par année et qui crée au Québec 3000 emplois par an. On sacrifie aussi des sites et des paysages extraordinaires pour les populations locales et pour les touristes étrangers. En fait, on sacrifie le patrimoine collectif pour permettre essentiellement à quelques promoteurs de faire de l'argent à peu de frais. »



STOCK J.F. LEBLANC

Louise Vandelac a rencontré les membres du Conseil général de la CSQ afin de les mobiliser et qu'ils s'impliquent dans le mouvement de contestation « Barrage aux barrages ».

Une politique de l'eau

« L'eau est devenue une question écoci-toyenne, une question qui est à la fois économique, sociale et environnemen-tale », lance la professeure. Dans ce contexte, une politique de l'eau est attendue depuis plus de 30 ans. « C'est complètement anormal que l'État, qui renferme la plus grande quantité d'eau douce par tête d'habitant au monde, ne se soit pas encore doté d'une politique globale, cohérente et intégrée de cette ressource. Cette politique devrait être gérée par un ministère qui a les moyens de le faire », assure en terminant Louise Vandelac.

Implication de la CSQ et du Réseau EAV-EVB

La CSQ s'est associée à la Coalition depuis quelques années. Dans cette optique, les quelque 125 responsables du réseau d'éducation pour un avenir viable, lors de leur session générale de septembre dernier, ont de leur côté convenu de s'employer à mobiliser les syndicats affiliés de la Centrale afin qu'ils s'impliquent dans le mouvement de contestation « Barrage aux barrages » dirigé contre la construction de centrales privées dans diverses régions.